



Le régime saoudien appuyé par les Etats-Unis torture des dissidents avant de les décapiter

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 10 juin 2019

[wsws.org](#) 9 juin 2000

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

La dictature monarchique saoudienne soutenue par les États-Unis a brutalement torturé des prisonniers politiques avant leur exécution imminente et publique par décapitation, selon des organisations de défense des Droits de l'homme.

L'organisation saoudienne de défense des Droits de l'homme Al Qst a déclaré à *Al Jazeera* que « des prisonniers sont torturés lors d'interrogatoires » dans les prisons de haute sécurité du pays. Selon le fondateur d'Al Qst, Yahya Assiri, les méthodes de torture couramment utilisées contre les prisonniers politiques incluent « l'électrocution, la torture par l'eau et la suspension des victimes au plafond par les mains ».

Selon Amnesty International, des militantes des Droits des femmes ont également été victimes de tortures physiques et psychologiques « brutales », notamment d'abus sexuels commis par des hommes masqués. L'organisation de défense des Droits de l'homme a déclaré que « les victimes de ces séances de torture « étaient incapables de marcher ou de se tenir debout convenablement, avaient des tremblements incontrôlés des mains et des marques sur le corps. Une des militantes aurait tenté de se suicider à plusieurs reprises à l'intérieur de la prison. »

Parmi les victimes de ces abus horribles, qui devaient être exécutées immédiatement après le Ramadan qui s'est achevé la semaine dernière, figurent trois hommes décrits comme des érudits musulmans « modérés »: le cheikh Salman al-Odah, Awad al-Qarni. et Ali al-Omari, tombés en disgrâce du régime dirigé par le prince héritier Mohammed ben Salmane, souverain *de facto* de l'Arabie saoudite et allié le plus proche de Washington dans le monde arabe.



Salman al-Odah, Awad

al-Qarni et Ali al-Omari

Al-Odah est connu internationalement comme érudit islamique «progressiste»; Al-Qarni est un universitaire, auteur et prédicateur ; al-Omari est un présentateur audiovisuel populaire. Tous trois sont des personnalités publiques bien en vue en Arabie Saoudite. Al-Odah compte 14 millions d'adeptes dans le monde arabe sur Twitter. Al-Qarni en compte environ 2,2 millions et al-Omari un demi-million.

Les trois hommes ont été arrêtés en septembre 2017, al-Odah, après avoir tweeté une prière en faveur de la réconciliation entre l'Arabie saoudite et le Qatar, qui fait l'objet d'un blocus mené par l'Arabie saoudite depuis deux ans, en grande partie à cause de la coopération économique et politique qatarie avec l'Iran.

Le régime monarchique a condamné Al-Qarni à une amende et lui a ordonné de cesser toute activité sur Twitter après avoir publié des déclarations dénonçant la corruption et la tyrannie politique. Al-Omari est dans le viseur du régime après avoir utilisé son émission télévisée pour réclamer davantage de droits pour les femmes saoudiennes.

Des militants des Droits de l'homme, selon *Al Jazeera*, auraient déclaré que Salmane al-Odah et Awad al-Qarni ont été hospitalisés à la suite de dommages corporels causés par les séances de torture et l'isolement cellulaire. Ali al-Omari, selon leurs informations, souffre de brûlures et de blessures sur tout le corps résultant de tortures par électrocution infligées au cours d'une année d'isolement cellulaire.

Tous trois sont sous le coup d'une condamnation à mort sur la base d'accusations de «terrorisme» fabriquées de toutes pièces par le tribunal pénal spécialisé de Riyad. Deux sources du gouvernement saoudien et un parent ont confirmé à la publication en ligne *Middle East Eye* (MEE) que le gouvernement envisageait d'exécuter les trois hommes peu de temps après le Ramadan.

L'une de ces sources a également déclaré à MEE que la tuerie ayant eu lieu en avril pendant laquelle 37 hommes avaient été décapités au sabre en une journée, la plupart d'entre eux des chiites accusés de participation aux manifestations massives ayant déferlé sur la province orientale à majorité chiite de l'Arabie saoudite en 2011, constituait un «ballon d'essai».

Selon le reportage, le régime saoudien aurait procédé à des exécutions massives – qui incluaient la crucifixion d'un des cadavres privé de tête – afin de tester la réaction à l'international avant de mettre à mort ses prisonniers politiques les plus en vue. Il aurait été satisfait de ce que le bain de sang avait tout juste provoqué un murmure, et encore moins que cela, de la part de son principal mécène et allié, Washington.

Les décapitations en masse venaient à peine cinq mois après l'assassinat et le démembrement de Jamal Khashoggi, résident américain, journaliste et ancien initié du régime, au consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul. L'attention médiatique portée sur ce crime international choquant s'est rapidement dissipée après que l'administration Trump eut clairement fait savoir qu'elle n'avait aucune intention de tenir Ben Salman pour responsable d'avoir commandité et supervisé l'assassinat.

L'impunité dont bénéficie la monarchie parasitaire saoudienne dans la perpétration de ses crimes a été renforcée par l'intervention de la Maison Blanche passant outre au Congrès et proclamant l'état d'urgence afin d'accélérer les ventes d'armes au royaume saoudien. Cela permettra à la société Raytheon d'envoyer 120 000 bombes à Riyad et de reconstituer l'arsenal meurtrier ayant servi à massacrer environ 80 000 Yéménites dans une guerre de quatre ans qui a poussé des millions de gens au bord de la famine.

Le contrat d'armes comprend également un soutien logistique aux avions de combat saoudiens F-15 qui bombardent le Yémen, ainsi que des mortiers, des missiles antichars et des fusils. Cela a été justifié par l'administration Trump par la nécessité de contrer «l'agression iranienne». Mais la réalité est que l'Arabie saoudite et les autres monarchies pétrolières sunnites du Conseil de coopération du Golfe dépensent neuf fois plus que l'Iran en équipements militaires.

Parmi ceux qui figurent sur la prochaine liste d'exécutions de masse par décapitation est Murtaja Qureiris, arrêté à l'âge de 13 ans et condamné à mort pour des «crimes» qu'il a commis lorsqu'il avait participé à une manifestation à vélo à l'âge de 10 ans dans la province orientale de l'Arabie saoudite.

Légende: Murtaja Qureiris, arrêté à 13 ans, torturé et risquant la décapitation

Arrêté en 2014, il a été soumis à ce qui semble être une procédure opératoire standard pour les forces de sécurité saoudiennes. Détenu au secret pendant un mois, privé de tout contact avec sa famille et placé à l'isolement, Murtaja Qureiris a été battu et torturé, et informé que seul un aveu signé permettait sa libération.

Parmi les preuves présentées devant le tristement célèbre tribunal pénal spécialisé pour prouver qu'il était un terroriste, on citait sa présence aux funérailles de son propre frère, tué par les forces de sécurité lors des manifestations de 2011 contre le régime.

Au moins trois des personnes exécutées lors de la dernière série de décapitations en avril étaient des mineurs au moment des faits qui leur étaient reprochés, ce qui fait de leur exécution une violation flagrante du Droit international interdisant la peine capitale pour les mineurs. L'un d'eux était Abdulkarim al-Hawaj, âgé de 16 ans, arrêté et accusé d'avoir participé à des manifestations et d'avoir utilisé les réseaux sociaux pour inciter à l'opposition à la monarchie. Il a été reconnu coupable sur la base d'aveux arrachés par des tortures comme les chocs électriques et l'attachement des mains au-dessus de la tête.

Également assassiné en avril, Mujtaba al-Sweikat avait 17 ans quand on l'arrêta à l'aéroport international King Fahd. Il a été empoigné alors qu'il s'apprêtait à monter dans un avion à destination des États-Unis pour commencer une vie d'étudiant à la Western Michigan University. Il a été sévèrement torturé et battu, notamment sur la plante des pieds, jusqu'à ce qu'il fournisse des aveux à ses tortionnaires.

Les chambres de torture et les décapitations publiques du régime saoudien sont l'expression la plus claire du rôle de Washington au Moyen-Orient. Toute la propagande des médias et de l'Etat américains sur la « démocratie », les « droits de l'homme » et la « guerre contre le terrorisme » est fondée sur le meurtre de masse, le terrorisme d'État au grand jour, la torture et l'exécution d'enfants.

Tous ces crimes sont commis dans le but de défendre les intérêts prédateurs de l'impérialisme américain dans ses efforts pour affirmer son hégémonie sur cette région riche en sources d'énergie et cruciale sur le plan géostratégique, et y faire reculer l'influence de l'Iran, de la Russie et de la Chine.

Compter sur le régime saoudien comme pierre angulaire de la défense des intérêts impérialistes américains ne peut aboutir qu'à une débâcle, avec l'intensification de la lutte des classes au Moyen-Orient et aux États-Unis mêmes.

Bill Van Auken

Article paru en anglais, WSWS, le 9 juin 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Bill Van Auken, wsws.org, 2019

Articles Par : Bill Van Auken

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca